



Discours de politique général du Premier ministre

Gouverner, c'est tenir les engagements pour lesquels on a été élu

Le Président de la République a été élu en 2012 autour de quatre engagements majeurs :

- inverser la courbe du chômage ;
- renégocier la politique européenne et notamment le pacte de stabilité ;
- réduire les déficits publics ;
- relancer la croissance.

Après deux ans et demi, le constat est sans appel et les salariés, les citoyens en paient chaque jour, les conséquences.

Aujourd'hui, le Premier ministre a affirmé que gouverner, c'était résister. Mais résister à qui ?

M. Valls vient de confirmer le cap qu'il suit depuis 5 mois et qui donne les résultats que tout le monde connaît. Davantage de chômage, moins de pouvoir d'achat, réduction des services au public dans les administrations, à l'hôpital et dans l'enseignement il s'inscrit dans la feuille de route écrite par le Medef, qui lui a valu une ovation des patrons lors de leur université d'été. S'il est moins expressif devant la représentation nationale et les français, les mêmes objectifs demeurent. Cela passe par toujours plus d'aides publiques aux entreprises dont 80 % vont directement dans les poches des actionnaires contrairement à ce qu'il affirme. La CGT rappelle que le montant total de ces aides s'élève à 220 milliards d'euros, chaque année.

Le Premier ministre n'annonce aucune mesure sociale pour les salariés. Annoncer des baisses de cotisations sociales en guise de maintien de pou-

voir d'achat est une supercherie et un nouveau coup contre la protection sociale.

Il tente, par contre, un tour de passe-passe vis-à-vis des retraités les plus modestes avec l'augmentation de 8 euros par mois du minimum vieillesse, une mesure déjà annoncée au mois d'août dernier. En atteignant 800 euros par mois, le revenu minimum vieillesse reste toujours à 177 euros en dessous du seuil de pauvreté.

UNE RAISON DE PLUS POUR AGIR A L'APPEL DES SYNDICATS DE RETRAITES, LE 30 SEPTEMBRE PROCHAIN.

La France a besoin d'une autre politique économique et sociale que celle mise en œuvre aujourd'hui. C'est pourquoi la CGT propose, notamment, des mesures urgentes sur la protection sociale, les salaires, les minimas sociaux, les pensions de retraite et le traitement des fonctionnaires, avec l'augmentation immédiate du Smic à 1 700 euros, une véritable politique de formation et d'apprentissage pour l'emploi dans les services publics et l'industrie, et le retour de la retraite à 60 ans.

Résister aux projets du Medef et du gouvernement, proposer des alternatives efficaces pour sortir de la crise, c'est l'ambition et l'objectif que souhaitent construire la CGT avec l'ensemble des salariés.

C'est le sens de la journée d'actions et de manifestations du 16 octobre prochain.

Confédération Générale du Travail

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00

Montreuil, 16 septembre 2014 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr